



GAUCHE(S)

La France insoumise, nouvelle paria de la vie politique française

Procès en antisémitisme, appels à la dissolution, commission d'enquête : les critiques à l'égard de LFI ont pris une ampleur inédite depuis quelque temps. Le mouvement vit désormais à la marge du débat politique, comme le Parti communiste au siècle dernier. Un « chiffon rouge » très stratégique, reconnaît-on à droite.

Pauline Graulle et Ilyes Ramdani - 23 juin 2025 à 16h13

Laurent Wauquiez a réussi son coup. Le président du groupe Droite républicaine (DR) à l'Assemblée nationale a obtenu le 18 juin l'ouverture d'une commission d'enquête chargée de débusquer les « liens » entre des organisations islamistes et La France insoumise (LFI). « *Les Français ont le droit de savoir* », a pointé le député avant que son collègue de banc Vincent Jeanbrun, pressenti comme rapporteur, promette de « *débusquer les ennemis de la République* ».

Prévue pour l'automne, cette commission d'enquête va offrir à la droite et à l'extrême droite une fenêtre médiatique de choix. Objectif : mettre en lumière la nécessité d'un « *cordon sanitaire* » autour de LFI, que Laurent Wauquiez accuse de « *jouer la partition de la République* » tout en en « *attaqu[ant] les fondements* », de « *menacer notre pays* » et de représenter une « *honte pour la France* ». Nouveau président du parti Les Républicains (LR), Bruno Retailleau n'est pas en reste, classant régulièrement le mouvement « *en dehors de l'arc républicain* ».

Si elle a scandalisé les Insoumis mais aussi la grande majorité du reste de la gauche parlementaire, l'initiative du groupe DR ne fait que confirmer une tendance observée depuis la réélection d'Emmanuel Macron : du point de vue de l'extrême droite, de la droite, du centre et d'une partie de la gauche, LFI n'est plus une adversaire politique comme une autre. « *C'est un danger pour la*

France », résume le député Ensemble pour la République (EPR) Karl Olive, à l'unisson d'un grand nombre de ses collègues.



Mathilde Panot, Manuel Bompard et les députés la France Insoumise à l'Assemblée nationale le 6 mai 2025. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Sans jamais avoir accédé au pouvoir, le mouvement créé par Jean-Luc Mélenchon est devenu l'éléphant au milieu du débat public français. Il ne se passe plus une interview politique, plus un déjeuner « *off* », plus une discussion de couloir sans qu'il soit mentionné. C'est une ministre qui souffle, visiblement soucieuse : « *Pour moi, ils sont devenus trop dangereux dans la vie politique. Je ne peux plus cautionner cela.* »

C'est aussi le député EPR Jean-René Cazeneuve à qui Mediapart demande, à l'été 2023, s'il trouve normal que le *Journal du Dimanche* soit entre les mains de l'extrême droite, qui répond : « *Oui, je sais bien mais Mélenchon est d'extrême gauche !* » Ce sont encore des élus qui, à l'image du sénateur LR Stéphane Le Rudulier ou du maire Horizons de Nice (Alpes-Maritimes) Christian Estrosi, appellent à la « *dissolution* » de LFI. Ce sont deux ministres, Patrick Mignola et François-Noël Buffet, qui suggèrent de « *s'interroger* » sur la déchéance de nationalité de l'eurodéputée insoumise Rima Hassan.

Le tournant de 2022

« *Il y a une part de sincérité, une part de stratégie mais aussi une part de facilité*, reconnaît une députée EPR, pas avare de sorties polémiques à l'égard de ses collègues insoumis. *Taper sur LFI, sur Mélenchon ou sur Rima*

Hassan, ça flatte notre électorat, ça ne demande pas beaucoup d'efforts et ça marche à tous les coups. Contrairement au RN [Rassemblement national – ndlr], on sait que nos électorats sont quasiment imperméables, il n'y a presque plus de mouvement entre les deux blocs. Donc ça ne coûte rien. »

Il paraît loin, le temps où toute la représentation nationale se levait pour applaudir l'hommage de Jean-Luc Mélenchon à Arnaud Beltrame, assassiné par un terroriste à Trèbes (Aude) au printemps 2018. Deux ans plus tard, *L'Express* racontait la « *romance républicaine* » qui liait le leader insoumis à Édouard Philippe, alors premier ministre. Qui se souvient encore de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2022, lorsque Emmanuel Macron reprenait les mots et les slogans de son concurrent de gauche et faisait savoir qu'il échangeait « *par textos* » avec lui ?

En trois ans, c'est peu dire que l'ambiance a changé. Entre la majeure partie de l'échiquier politique et LFI, l'heure n'est plus aux SMS, mais aux échanges houleux sur les plateaux de télévision, les réseaux sociaux ou dans l'hémicycle de l'Assemblée. « *Même dans les couloirs ou à la buvette, il y a avec eux une tension qu'il n'y a avec aucun autre groupe* », note une députée du camp présidentiel.

Beaucoup placent le tournant à l'été 2022, lorsque le groupe insoumis revient considérablement renforcé des élections législatives : passée de dix-sept à soixante-quinze, LFI se structure... et se durcit, à en croire ses opposant-es. « *On a été frappés de voir la façon dont ils se comportaient*, note l'élue citée plus haut. *Ils ne nous disaient même pas bonjour ! Tout cela a fini par développer des ressentiments personnels négatifs, qui dépassent le cadre politique.* »

Les ressorts de la marginalisation de LFI sont d'abord stratégiques.

Dans l'aile dédiée aux vice-président-es de l'Assemblée, les insoumises Clémence Guetté et Nadège Abomangoli se tiennent à distance de leurs collègues, habituées à ce que « *ça discute, indépendamment des clivages politiques* », selon l'un d'eux. Le comportement de Mathilde Panot, présidente du groupe LFI au Palais-Bourbon, concentre aussi les critiques. « *Les conférences*

des présidents sont nettement plus tendues à cause de son attitude », accuse un participant, tandis qu'une députée s'exclame : « *Même quand tu passes à côté d'elle dans le couloir, elle ne t'accorde ni un regard ni un salut !* »

Les considérations personnelles sont toutefois peu de chose face aux ressorts profonds de la marginalisation de LFI. Ceux-ci sont d'abord stratégiques. Lorsque l'union de la gauche scellée en mai 2022 fait perdre aux macronistes leur majorité absolue à l'Assemblée, les analyses et les calculs sont les mêmes, inspirés par l'Élysée : il faut absolument « *décrocher* » les socialistes de LFI pour reconstruire une majorité stable et au minimum une viabilité, explique alors un ministre de premier plan.



Un drapeau La France insoumise dans une réunion publique à Paris, le 13 novembre 2024. © Photo Grégoire Campione / AFP

Le message passe sans difficulté dans les rangs de l'ancienne majorité. Il faut enfoncer les coins et, pour cela, taper fort. Quand, à l'automne, le RN crée la stupeur en décidant de voter la motion de censure proposée par les Insoumis, les macronistes jubilent : « *Les extrêmes se rejoignent !* », hurlent-ils dans l'hémicycle. Quelques voix s'élèvent alors pour s'inquiéter de la mise en équivalence entre « l'extrême gauche » et le RN : « *Il ne faudrait pas que cela finisse par banaliser l'extrême droite* », glisse par exemple l'ex-députée Nadia Hai. Mais la machine est lancée.

La manœuvre de division aura néanmoins du mal à prendre, même lors de la réforme des retraites où LFI fait des étincelles sous le regard désabusé de ses alliés socialistes. Dans une sorte de pas de deux bien senti, le mouvement mélenchoniste fait exploser les compteurs de la conflictualité ; les macronistes et l'extrême droite redoublent de criminalisation. Lorsque Thomas Portes s'affiche le pied posé sur un ballon de foot à l'effigie

d'Olivier Dussopt, la polémique vire au pugilat dans l'hémicycle. Éric Woerth dit n'y voir alors rien de moins qu'un « *appel au meurtre* ».

Un nouvel anticommunisme ?

Après le 7-Octobre, le ton monte et les accusations en irresponsabilité prennent une forme nouvelle et une virulence inédite. S'il n'est pas nouveau, le procès en antisémitisme, jusqu'ici mené par une petite frange de responsables politiques notoirement proches du Printemps républicain, s'élargit, s'intensifie et se banalise. L'attaque du Hamas en Israël et le refus initial des Insoumis – au prix de malaisantes contorsions – de la qualifier de « *terroriste* » ouvrent à plein le robinet des insultes. Les « *Hamas ! Antisémites !* », se mettent à voler en escadrille, notamment quand l'Insoumise Caroline Fiat est au perchoir.

Le 10 octobre, le président EPR du groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée, Mathieu Lefèvre, demande à ce qu'Aymeric Caron soit démissionné de la vice-présidence du groupe du fait de son « *discours antisioniste* » – à notre connaissance, les deux vice-présidences du RN, celles de Sébastien Chenu et de Julien Odoul, ne seront, elles, jamais remises en cause.

Alors que certains Insoumis, Jean-Luc Mélenchon en tête, multiplient les sorties en terrain glissant jusqu'à parfois partir dans le décor, la campagne des européennes de 2024, que le mouvement a décidé d'axer autour de la cause palestinienne, donne à nouveau du grain à moudre aux contempteurs et contemptrices.

Le 28 mai, Sébastien Delogu déploie un drapeau palestinien en plein hémicycle sous les cris outragés des macronistes et du RN. Il écope de la plus haute sanction – la même qui avait été donnée au RN Grégoire de Fournas après qu'il avait proféré des propos racistes dans l'hémicycle. Aucune réprimande, en revanche, contre le député LR Meyer Habib vitupérant, en pleine séance, contre « *l'antisémite Mélenchon* » ou ces élu-es LFI accusé-es de « *souten[ir] des islamistes* ».

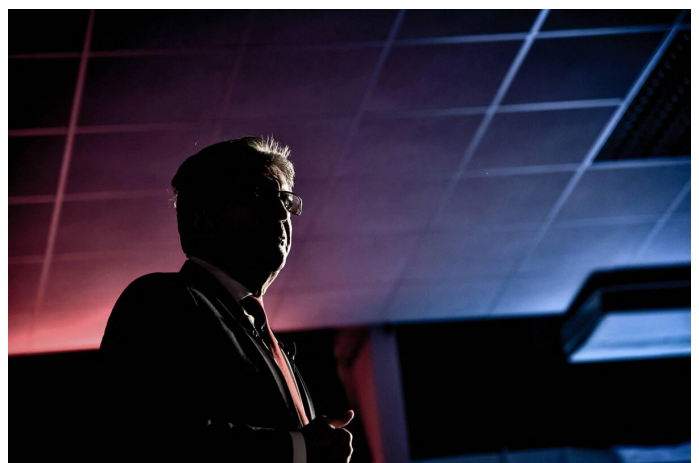
« Le jour où on n'aura plus ce chiffon rouge à agiter, ça sera plus dur de mobiliser notre électorat. »

Un député macroniste

Rien, non plus, contre sa successeuse dans la circonscription des Français en Israël, Caroline Yadan, habituée des « *Collabos !* » lancés à la volée à l'adresse de ses collègues de gauche. Le 29 janvier, c'est elle qui accusait LFI, cette fois au micro, de « *haine du juif* », sous les applaudissements nourris du RN et avec la bénédiction de la ministre Aurore Bergé, qui saluera la « *clarté* » de son propos. Cette semaine encore, après qu'Israël a déclaré la guerre à l'Iran, la même qualifiait dans l'hémicycle le groupe mélenchoniste de « *secte antisémite déguisée en parti politique, [qui] lèche les bottes des mollahs* ». Sans aucune condamnation, là encore, de l'état-major macroniste.

Les saillies rappellent l'anticommunisme à la mode au siècle dernier, *a fortiori* dans l'entre-deux-guerres et pendant la guerre froide. « *Le communisme, voilà l'ennemi !* », lançait le ministre de l'intérieur de Raymond Poincaré, Albert Sarraut, en 1927, voyant dans le courant de gauche une « *entreprise universelle de désagrégation nationale et sociale* ».

L'historien Gilles Candar, spécialiste des gauches françaises, trouve lui aussi des points de comparaison entre les époques. « *Depuis que la droite a accaparé l'idée de nation au XIX^e siècle, c'est une constante que les leaders les plus à gauche soient soupçonnés d'être des agents de l'étranger*, souligne-t-il. *Clemenceau était accusé de travailler pour l'Angleterre, Jaurès pour l'Allemagne, les communistes pour les soviétiques... Il y a parfois un peu de réalité, mais c'est toujours exagéré à dessein.* »



Jean-Luc Mélenchon lors d'un meeting pendant la campagne des élections européennes à Pau en novembre 2018. © Photo Quentin Top / Hans Lucas via AFP

À la fin du XX^e siècle, la vigueur du discours anticommuniste, auquel avait fini par céder une partie

de la gauche, avait contribué à éteindre l'ancrage électoral du Parti communiste français (PCF). Et aujourd'hui ? Les Insoumis, à commencer par Jean-Luc Mélenchon, ont retourné le stigmat, faisant du « *tout sauf LFI* » un argument politique, un moteur de l'engagement auquel ils appellent leurs sympathisant-es.

La montagne de la présidentielle

La marge dans laquelle se trouve le mouvement insoumis est ainsi devenue, tout à la fois, un guêpier et une forteresse. « *Est-ce que ça les dessert tant que ça ?, s'interroge un cadre du camp présidentiel. Ça les éloigne d'une partie de l'électorat de gauche, un peu plus modéré, mais ça fidélise aussi une autre partie de l'électorat, un socle qui semble aujourd'hui totalement inamovible.* »

D'autres voix au centre et à droite saluent le succès de l'entreprise lancée en 2022 : assailli de critiques sur son alliance avec LFI, le Parti socialiste (PS) a fini par s'en éloigner. Le dernier congrès a donné à voir un alignement – sans doute temporaire – sur l'essentiel : la volonté de tourner le dos aux alliances scellées avec le parti mélenchoniste en 2022 et 2024. Quoi qu'il en soit, la guerre des gauches, relancée de plus belle après le 7-October, aura permis à François Bayrou d'arracher un accord de non-censure au parti d'Olivier Faure au moment de son arrivée au pouvoir cet hiver, et de passer le cap des six mois à Matignon dans une stabilité précaire.

Mission accomplie, donc, pour les penseurs de la diabolisation ? Le scénario de l'élection municipale de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) a contribué à

rassurer dans les états-majors parisiens : malgré la candidature d'une figure médiatique en la personne de Louis Boyard, LFI a échoué à rallier les logos et les voix des autres formations de gauche. La preuve, disent les un-es et les autres, que la stratégie de mise à l'index a infusé au niveau local et éloigné le mouvement insoumis de la perspective de victoires municipales.

Reste la montagne de la présidentielle. Du point de vue de LFI, l'omniprésence des sorties offensives à son égard peut être l'occasion d'une prise de judo. Après tout, ces sorties ne constituent-elles pas une forme de publicité permanente, de nature à mobiliser un électorat populaire éloigné de la vie politique et favorable aux idées de la gauche radicale ? Dans un cabinet ministériel, un conseiller soupçonne le mouvement mélenchoniste de surfer sur cette diabolisation : « *Ce sont leurs outrances qui les marginalisent, mais leur marginalisation les maintient dans la lumière.* »

S'il fait peu de débat dans la classe politique, le rapport à LFI nourrit quelques questionnements tactiques chez ses concurrents. « *On n'a pas intérêt à ce qu'ils descendent trop bas dans les sondages*, souffle un député du camp présidentiel. *Le jour où on n'aura plus ce chiffon rouge à agiter, ça sera plus dur de mobiliser nos électeurs.* » Sous couvert de « off », un député de droite fait le même aveu : « *Rien ne fait plus peur à notre électorat, aux cadres et aux retraités de ma circonscription, qu'un second tour entre le RN et Jean-Luc Mélenchon. Cette perspective nous aidera évidemment à nous unir et à faire émerger un vote utile au premier tour.* »

Pauline Graulle et Ilyes Ramdani